

MARCHÉ SIMPLIFIÉ

OFFRE DE BASE

**valant règlement de la consultation, candidature,
acte d'engagement et Cahier des charges Particulières**

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

MARCHÉ À PROCÉDURE ADAPTÉE

en application des articles R.2123-1 à R.2123-8 du code de la commande publique (CCP),
Le CCAG- Maîtrise d'œuvre du 30 mars 2021 est applicable au présent marché.

MAÎTRISE D'ŒUVRE (MOE)

selon articles L2431-1 à L 2432-2 et R2431-1 à R2431-3 du CCP

**Objet : Maîtrise d'œuvre pour la création de deux dispositifs distincts de
gestion technique de bâtiment (GTB) sur l'Hôtel de police de Bayonne et le
Commissariat de police de Dax**

**Lot 1 - Maîtrise d'œuvre pour la création d'un dispositif de gestion
technique de bâtiment (GTB) sur l'Hôtel de police de Bayonne (64)**

RÉFÉRENCE : SGAMI33-2024-03-SLI64

Pouvoir Adjudicateur	Secrétariat Général Pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur zone Sud-Ouest (SGAMI SO) 89 Cours Dupré de Saint Maur BP 30091 33041 BORDEAUX Cedex
Représentant du pouvoir adjudicateur	Le Préfet de zone de défense et de sécurité Zone Sud-Ouest
Comptable assignataire	DRFIP Nouvelle Aquitaine 24, rue François de Sourdis 33060 Bordeaux Cedex Téléphone : 05.56.90.76.00

code CPV principal : 71000000-8
code CPV secondaire : 71200000-0

Le présent document est composé des points suivants :

- | | |
|---|---|
| Préambule | F. Clauses techniques et financières |
| A. Objet du marché | G. Liste des annexes |
| B. Règlement de la consultation | H. Signature du marché par l'entreprise |
| C. Identification du pouvoir adjudicateur | I. Décision du pouvoir adjudicateur |
| D. Identification de l'entreprise | J. Notification du marché au titulaire |
| E. Clauses administratives | |

. PRÉAMBULE

ATTENTION, seuls font foi les documents originaux détenus par l'administration.

En cas d'allotissement et si les candidats soumissionnent pour plusieurs lots, ces derniers devront renseigner un exemplaire de la trame de marché simplifiée par lot.

La trame ne doit pas être modifiée par le candidat hormis les rubriques indiquées par « à compléter par l'entreprise »

A. OBJET DU MARCHÉ

A.1) Objet du marché

Maîtrise d'œuvre pour la création de deux dispositifs distincts de gestion technique de bâtiment (GTB) sur l'Hôtel de police de Bayonne (64) et le Commissariat de police de Dax (40).

A.2) Liste des lots

N° du lot	Intitulé des lots
1	Maîtrise d'œuvre pour la création d'un dispositif de gestion technique de bâtiment (GTB) sur l'Hôtel de police de Bayonne (64)
2	Maîtrise d'œuvre pour la création d'un dispositif de gestion technique de bâtiment (GTB) sur le Commissariat de police de Dax (40)

Liste des tranches

Le présent marché est un marché à tranches :

☒ Non

☐ Oui

B. RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

N.B. : les informations contenues dans ce paragraphe sont non contractuelles et informent les candidats sur les conditions de la mise en concurrence.

NB : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au marché simplifié (au plus tard 5 jours avant la date limite de remise des offres). La date de remise des offres pourra alors être prorogée.

Marché à caractère confidentiel ☒ NON ☐ OUI

Si oui les annexes ☐ Plan(s) ☐ Prescriptions techniques du présent marché simplifié seront uniquement communiquées sur demande contre signature de l'engagement de confidentialité, pendant la publication et avant la remise des offres.

☐ Cette demande devra être envoyée par mail via la Plate-Forme des Achats de l'État (PLACE) en cliquant sur « question » puis « poser une question » et en joignant impérativement l'engagement de confidentialité dûment complété et signé.

☐ Ces annexes seront remises lors de la visite du site

B.1) Procédure de la consultation

Ce marché est passé selon une procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article R. 2123-1 et suivants du CCP.

Conformément à l'article R2151-8 du CCP, les variantes sont autorisées sauf mention contraire dans les documents de la consultation à condition qu'elles apportent une plus-value technique par rapport aux prescriptions du descriptif technique et sous réserve qu'elles respectent les réglementations en vigueur.

- ☐ Il est possible de présenter une offre variante en plus de l'offre de base
- ☐ Il est possible de présenter une offre variante sans que celle-ci accompagne nécessairement une offre de base
- ☒ Les variantes ne sont pas autorisées

Le Pouvoir Adjudicateur impose :

- ☐ La/les variante(s) suivante(s) : (à compléter par l'acheteur)
- ☐ Le chiffrage de la/des prestation(s) supplémentaire(s) éventuelle(s) (PSE) suivante(s) : (à compléter par l'acheteur)

Le présent marché sera conclu soit avec un titulaire unique, soit avec un groupement d'entreprises. Conformément aux dispositions des art. R.2142-19 à R.2142-27 du CCP, les entreprises souhaitant se présenter groupées pourront choisir la forme du groupement conjoint ou solidaire.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire.

Le présent marché est un marché : (à compléter par l'acheteur)

- ☒ forfaitaire à prix global
- ☐ à bons de commande, sur la base de prix unitaires

☐ avec un minimum de (à compléter par l'acheteur) € HT / ou quantité

☐ avec un maximum de (à compléter par l'acheteur) € HT / ou quantité

Il n'y a pas de visite de site prévue.

B.2) Documents à fournir par le candidat

La signature des documents N'EST PAS obligatoire au dépôt de l'offre

En application des dispositions des articles R2143-3 et R2143-4 du CCP, les candidats doivent fournir les documents relatifs à leur candidature et à leur offre, rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Pour votre candidature :

Les renseignements demandés sont nécessaires à la vérification des capacités techniques professionnelles et financières à exécuter correctement le marché et de l'absence d'exclusion prévues au CCP (art. L2141-1 à L2141-6, L2141-7 à L2141-11 et L2141-12) :

- L'engagement de confidentialité renseigné et signé, en cas de marché à caractère confidentiel (voir article B).
- Lettre de candidature **pour l'ensemble du groupement** (voir formulaire DC1 téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).
- Chiffres d'affaires, références etc. (voir formulaire DC2 téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>). L'absence de référence n'est pas éliminatoire. En cas d'incapacité à fournir les déclarations relatives aux chiffres d'affaires, le candidat justifiera de sa capacité financière par tout justificatif qu'il jugera utile.
- Trois références relatives à des missions de maîtrise d'œuvre déjà réalisées par le candidat, en indiquant le montant et l'objet de l'opération, ainsi que la maîtrise d'ouvrage (si le candidat présente plus de 3 références, les 3 références les plus élevées financièrement seront celles prises en compte) ;
- Attestations d'assurances de l'année en cours (en cas de groupement, pour l'ensemble du groupement) :
 - au titre de la responsabilité civile ;
 - garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;
 - couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du Code civil.
- Attestations fiscales et sociales datant de moins de 6 mois ;
- Copie du jugement de redressement fiscal le cas échéant ;
- CV, diplôme ou inscription à l'ordre si compétence architecte demandée

- Pour votre offre :
 - Le présent document daté, avec son annexe financière complétée.
 - Le cadre de mémoire technique présentant :
 - *moyens mis en œuvre pour l'exécution de la mission : CV de l'équipe de rédaction et de suivi des travaux dédiée (titulaire et suppléant), diplômes, qualifications et expériences professionnelles individuelles*
 - la méthodologie envisagée pour l'accomplissement de cette mission au sein de l'équipe du candidat (attribution des différentes missions et tout autre précision que le candidat jugera utile) ;
 - la méthodologie envisagée pour l'accomplissement de cette mission vis-à-vis de la Maîtrise d'ouvrage (fréquence de communication avec la MOA, nombre de réunions prévues par élément de mission, et tout autre précision que le candidat jugera utile) ;
 - le(s) formulaire(s) ATTRI 2 dûment complété(s), en cas de sous-traitance(s) déclarée(s) à la remise de l'offre ET pour chacun des sous-traitants, les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

Par ailleurs, chaque membre du groupement (en cas de groupement), est prié de joindre également un relevé d'identité bancaire (RIB) dans la perspective éventuelle de se voir attribuer le marché.

B.3) Réception des plis

Les pièces constitutives sont à transmettre **exclusivement par voie dématérialisée** sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) :

www.marches-publics.gouv.fr

En cas de difficultés, les plis peuvent également être adressés sur l'adresse : sgami-so-dim-bzac@interieur.gouv.fr

Les plis, enregistrés dans l'ordre d'arrivée, doivent parvenir avant la date et heure limite de réception des offres fixée au :

28/05/2024 à 12h00

Les candidats sont seuls responsables du respect de la date de dépôt. Les offres qui parviendraient après la date et heure limite ne seront pas acceptées.

B.4) Critères de sélection

Sont éliminées de la présente consultation sans être étudiées, les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables (art. L.2152-2 à L.2152-4 CCP)

Les offres des candidats admis à l'analyse de leur proposition seront notées et classées par ordre décroissant sur la base des critères pondérés ci-dessous.

Critères d'attribution	Pondération
Le prix ou le coût des prestations	40,00 %
La valeur technique des prestations : <i>ce critère sera apprécié d'après le mémoire technique fourni :</i> - CV, diplômes, qualifications et expérience professionnelle de chaque personne de l'équipe dédiée au marché pour la rédaction et le suivi des travaux (titulaire + suppléant), - méthodologie envisagée par l'équipe (attributions de chacun, et toute autre précision que le candidat jugera utile), - méthodologie envisagée vis-à-vis de la maîtrise d'ouvrage (fréquence de communication, nombre de réunions par phase et toute autre précision que le candidat jugera utile)	60,00 %

Les offres sont classées par ordre décroissant de note finale obtenue. Le candidat dont l'offre est arrivée en première position est pressenti pour l'attribution du marché.

Dans le cas où deux offres obtiennent la même note finale, **la note du critère prix détermine le candidat pressenti.**

B.5) Durée de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

B.6) Négociation

Le pouvoir adjudicateur pourra procéder à une négociation avec :

☐ Les trois candidats ayant remis les offres jugées les plus intéressantes, suite au premier classement établi par application des critères pondérés énoncés.

☒ L'ensemble des candidats.

La négociation est engagée librement avec les candidats (sélectionnés). La négociation est conduite dans le respect du principe de l'égalité de traitement de tous les candidats. Elle portera sur tous les éléments de l'offre, notamment le prix. L'offre finale sera jugée selon les mêmes critères du présent règlement. Le classement final sera établi sur cette base.

Elle pourra prendre la forme d'échanges écrits et/ou d'entretiens téléphoniques ou présentsiels avec le ou les candidats (sélectionnés).

En cas d'échanges écrits, les candidats devront impérativement répondre dans les conditions de forme et de délai indiqués dans le courriel.

En cas de rencontre avec les candidats, une convocation sera transmise aux candidats en amont de l'entretien de négociation.

A l'issue des négociations, les candidats remettront alors leur offre finale dans un délai maximal indiqué lors des échanges. Ce délai de remise des offres finales sera identique pour tous les candidats.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

C. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

- SGAMI SUD OUEST - Direction de l'immobilier (DIM)
- Signataire du marché :
Directeur de l'immobilier
- Contact pour obtenir des informations techniques : Informations via PLACE
- Contact pour obtenir des informations relatives à la consultation : sgami-so-dim-bzac@interieur.gouv.fr
- Contact pour obtenir des informations comptables : sgami-so-dim-bzac-marches@interieur.gouv.fr
- Imputation budgétaire : P176/P348
TF 058181 - OP143648

D. IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE

- Nom de l'entreprise et nom du représentant identifié :
(à compléter par l'entreprise)
- Adresse, téléphone, courriel, télécopieur : (à compléter par l'entreprise)
- SIRET : (à compléter par l'entreprise)
- Coordonnées bancaires : (à compléter par l'entreprise + joindre RIB)

code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB

D.1 Si groupement d'entreprises :

	Prestation(s)	Montant HT	Coordonnées bancaires/IBAN
Mandataire : <ul style="list-style-type: none">■ Adresse, téléphone, courriel : (à compléter par l'entreprise)■ SIRET : (à compléter par l'entreprise)			

Co-traitant 1 : <ul style="list-style-type: none"> ■ Adresse, téléphone, courriel : (à compléter par l'entreprise) ■ SIRET : (à compléter par l'entreprise) 			
Co-traitant 2 : <ul style="list-style-type: none"> ■ Adresse, téléphone, courriel : (à compléter par l'entreprise) ■ SIRET : (à compléter par l'entreprise) 			

D.2 Sous-traitance

☐ Une partie des prestations sera sous-traitée (à renseigner par l'entreprise)

E. *Clauses administratives*

E.1) Liste des documents contractuels par ordre de priorité

Le présent marché est régi par les documents ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant:

1. le marché simplifié, signé par le(s) candidat(s) et le représentant du pouvoir adjudicateur, ainsi que ses annexes (y compris annexes relatives à la co-traitance ou la sous-traitance, le cas échéant) et ses modificatifs éventuels;
2. L'annexe financière ;
3. le descriptif technique ;
4. le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles en vigueur à la signature du marché, ou tout texte réglementaire le remplaçant ;
5. l'offre technique du (des) titulaire(s) du marché.

E.2)Durée

Le présent marché débute à compter de la date indiquée dans **l'ordre de service de démarrage du premier élément de mission** notifié au titulaire et s'achève à la fin de la période de garantie de parfait achèvement (y compris prolongations éventuelles).

La durée est initialement estimée à 20 mois (incluant la GPA).

Le délai sur lequel s'engage le titulaire est fixé à l'article I.

Le marché n'est pas reconductible.

En application des dispositions de—l'article R2122-7 du code de la commande publique le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent contrat. À cet effet, une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables sera engagée.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés publics pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché public.

Achèvement de la mission

La mission du MOE se prolongera en cas de réclamation formulée par l'un des titulaires des marchés de travaux sur le décompte général jusqu'à la résolution amiable ou contentieuse du différend. Le MOE assiste le MOA sur toutes les réclamations formulées.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision du MOA ou de son représentant, dans les conditions de l'article 21 du CCAG MOE, constatant que le MOE a rempli ses obligations, dans un délai de deux mois à compter de cet achèvement. L'absence de décision dans ce délai vaut réception des prestations.

Arrêt de la mission du MOE

Lorsque les prestations sont scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement, le pouvoir adjudicateur peut décider, au terme de chacune de ces parties, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations. La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

En cas de résiliation, les clauses mentionnées aux articles 27 à 34 du CCAG MOE sont applicables au marché.

E.3)Lieu d'exécution / de livraison

Hôtel de Police de Bayonne
6 Avenue de Marhum
64100 BAYONNE

E.4)Variation de prix

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG MOE, le présent marché public est passé à prix révisable.

Les prix du marché sont révisables et réputés établis sur la base des conditions économiques du « mois zéro » (I0), mois d'établissement de l'offre.

L'index de référence, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

<https://www.insee.fr/fr/metadonnees/source/indicateur/p1650/description>

La formule mise en œuvre est la suivante :

$$C = 0,15. + 0,85* (IN /I0)$$

- C : prix nouveau
- Index (In) : valeur de l'index du mois d'exécution des prestations.
- Index (I0) : valeur de l'index de référence au mois zéro, mois d'établissement du prix du marché.

Les coefficients sont arrondis au millième supérieur.

E.5)Rémunération du MOE

La rémunération forfaitaire du maître d'œuvre, décomposée par éléments de mission, tient compte 1° de l'étendue de la mission, 2° du degré de complexité de cette mission, 3° du coût prévisionnel des travaux ([Article R. 2432-6 du CCP](#)).

La rémunération du titulaire est donc provisoire en ce qui concerne la mission de base (hors missions complémentaires).

Elle se fonde, dans un premier temps, sur la partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée par le maître d'ouvrage. Elle deviendra définitive dans un second temps, lorsque le titulaire aura pu, dans le cadre de l'exécution de sa mission, établir lui-même le coût prévisionnel des travaux, coût qui sera évalué dans le cadre de sa mission complémentaire d'accompagnement à la demande CEE, et sur lequel ce dernier est tenu de s'engager. Ce coût prévisionnel des travaux doit s'inscrire dans l'enveloppe financière fixée par le MOA, le MOE se devant d'apporter une réponse à la fois architecturale, technique et économique au programme défini par le MOA.

Dans l'hypothèse où le coût prévisionnel des travaux, proposé par le titulaire à l'appui de son estimation détaillé des travaux, serait supérieur au montant de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux fixés dans le marché simplifié, le MOA peut refuser de réceptionner les prestations. Il peut demander au titulaire, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière prévisionnelle. Si le titulaire ne trouve pas de solution pour faire entrer son coût prévisionnel de travaux dans l'enveloppe financière prévisionnelle arrêtée par le MOA, sans remettre en cause le projet, il pourrait être considéré comme défaillant et le présent marché public pourra être résilié en application de l'article 30 du CCAG MOE.

Le titulaire est rémunéré par un prix forfaitaire couvrant l'ensemble de ses charges et missions, ainsi que le bénéfice qu'il en escompte, et seules une modification de programme ou une modification de prestations décidées par le maître de l'ouvrage peuvent donner lieu à une adaptation et, le cas échéant, à une augmentation de sa rémunération. Un dépassement de la durée contractuelle de réalisation de la prestation ne justifie pas, à elle seule, une augmentation de la rémunération.

Engagements du maître d'œuvre :

Le coût prévisionnel des travaux, tel qu'évalué dans le cadre de la mission complémentaire d'accompagnement à la demande CEE, est assorti d'un seuil de tolérance de 5% par dérogation à l'article 13 du CCAG MOE, sur lesquels s'engage le titulaire, avec les conséquences suivantes, pour celui-ci, des engagements souscrits.

Le respect de cet engagement est contrôlé à l'issue de la consultation des marchés de travaux. En cas de dépassement du seuil de tolérance, le MOA pourra demander au titulaire d'adapter ses études, sans rémunération supplémentaire.

Le coût total définitif des marchés de travaux, tel que résultant des marchés de travaux passés par le MOA, est assorti d'un nouveau seuil de tolérance de 5% par dérogation à l'article 13 du CCAG MOE, sur lesquels s'engage le titulaire, avec les conséquences suivantes, pour celui-ci, des engagements souscrits.

Le respect de cet engagement est contrôlé après exécution complète des travaux nécessaires à la réalisation de l'ouvrage en tenant compte du coût total définitif des travaux résultant des décomptes finaux des entreprises de travaux.

En cas de dépassement excédant le seuil de tolérance fixé, la rémunération du titulaire est réduite de manière proportionnelle. Cette réduction ne peut toutefois pas excéder 15% de la rémunération du titulaire correspondant aux éléments de missions postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

L'enveloppe financière prévisionnelle fixée par le maître d'ouvrage pour les travaux est de : 70 k€ TTC

E.6) Avances et retenue de garantie

Sans objet

E.7) Acomptes

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit au versement d'acomptes. L'acompte rémunère un service fait et ne constitue pas un paiement non susceptible d'être remis en cause.

Pour que le mandement d'un acompte soit possible, plusieurs conditions doivent être remplies :

- le marché public doit être notifié ;
- les prestations correspondantes doivent être réalisées ;
- un décompte doit avoir été produit ;
- le service fait doit avoir été constaté

La périodicité des versements ne peut être inférieure à un mois ni supérieure à trois mois conformément au CCP (art. R.2191-22). Le montant d'un acompte ne doit en aucun cas excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

L'échéancier de paiement ci-dessous fixe la date d'exigibilité des acomptes et les modalités de fractionnement :

Élément(s) de mission :

Assistance aux Marchés de Travaux (AMT)

(1)	Exigibilité
50 %	A la remise de l'ensemble des documents relatifs à l'élément de mission au MOA
50 %	A l'approbation de l'ensemble des documents relatifs à l'élément de mission au MOA

Examen de conformité (VISA) des Études d'exécution

(1)	Exigibilité
100 %	A la fin de chaque mois au prorata de l'avancement de la liste globale des documents d'exécution à viser

Direction de l'exécution contrat travaux (DET)

(1)	Exigibilité
80 %	A la fin de chaque mois au prorata de l'avancement des travaux
10%	A la remise des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE).
10 %	Après acceptation sans réserve de tous les projets de décomptes généraux par les entrepreneurs ou après traitement des réclamations éventuelles de celles-ci par le MOE.

Assistance pour opérations de réception (AOR)

(1)	Exigibilité
50 %	Après remise du compte-rendu suite à la visite des opérations préalables à la réception des travaux.
50 %	Après remise du compte-rendu suite à la visite de levée des réserves à la réception (si absence de réserves à la réception, alors 100 % de cet item est payé ci-dessus).

Suivi de la garantie de parfait achèvement(GPA)

(1)	Exigibilité
100 %	A l'issue du délai de garantie de parfait achèvement du (dernier) marché de travaux, y compris prolongations éventuelles.

Éléments de mission(s) complémentaire(s) :

☐ **Élément** de mission diagnostique (DIAG)

(1)	Exigibilité

☐ **Élément** de mission OPC

(1)	Exigibilité

☒ **Élément** de mission complémentaire : Accompagnement à la demande de Certificats d'Economie d'Energie (CEE)

(1)	Exigibilité
100 %	A l'approbation de l'ensemble des documents relatifs à l'élément de mission au MOA

(1)Valeur de l'acompte par rapport au montant total de chaque élément de mission (hors variation de prix etc).

Modalités de règlement :

Voir art.11 CCAG MOE

E.8)Solde

La demande de paiement finale est adressée à l'issue de la période de garantie de parfait achèvement des marchés de travaux (prolongations comprises le cas échéant).

E.9)Règlement des prestations

La/les facture(s) afférente(s) aux prestations est/sont adressée(s) sous forme dématérialisée sur la plateforme [CHORUS-PRO Factures Travaux \(https://chorus-pro.gouv.fr/\)](https://chorus-pro.gouv.fr/).

Il convient de renseigner les informations suivantes :

- le numéro d'engagement juridique CHORUS (EJ)
- le code du service exécutant : MI5PLTF033
- le n° SIRET du Ministère de l'Intérieur : 110 002 011 00044

La facture porte les mentions légales obligatoires (voir site <https://www.service-public.fr>)

Le délai global de paiement ne peut excéder **30 jours** (art. R.2192-10 et s. du CCP).

En cas de demande de paiement incomplète, ce délai peut être suspendu.

E.10)Pénalités et réfaction

Les prestations prévues au présent marché sont assorties de délais contractuels qui, s'ils ne sont pas respectés, donnent lieu à l'application de pénalités par la personne publique.

Pénalités pour retard

Il sera appliqué en cas de retard constaté les montants de pénalités listés ci-dessous, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG MOE, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble du marché. Les pénalités ne sont pas soumises à une variation de prix

Les pénalités sont exonérées de TVA.

Les documents à produire par le MOE dans les délais fixés par le présent marché doivent être transmis par tout moyen permettant d'en accuser réception de manière certaine.

Pénalités pour non remise ou retard des documents attendus en phase conception (PRO et CEE)

Il est appliqué par jour de retard constaté une pénalité de 100 €.

Pénalités pour non remise ou retard des documents attendus en phase chantier (VISA et DET)

Il est appliqué par jour de retard constaté une pénalité de 50 €.

Pénalités en cas d'absence de visite de chantier (DET)

Il est appliqué une pénalité forfaitaire de 1 000€ en cas d'absence à une visite de chantier dont la tenue aura été dûment notifiée par le MOA *a minima* 1 semaine à l'avance.

Pénalités en cas d'absence lors de la visite des opérations préalables à la réception ou de la visite de levée de réserves

Il est appliqué une pénalité forfaitaire de 1 000€.

Pénalités pour non remise ou retard d'un compte-rendu de visite lors de la phase AOR

Il est appliqué par jour de retard constaté une pénalité de 50 €.

Pénalités pour défaut d'action dûment notifiée par le MOA au titulaire dans le cadre du suivi de GPA

Il est appliqué par jour de retard constaté une pénalité de 50 €.

En outre, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer une réfaction sur le prix si les prestations fournies par le titulaire s'avèrent notoirement insuffisantes au regard des axes et objectifs fixés. Il en est de même si la réalisation effective de la prestation, telle que décrite dans les annexes de l'article F, n'a pas donné lieu à satisfaction. Son montant est calculé de la manière suivante :

- soit de manière proportionnelle si les livrables sont quantifiables ou divisibles ;
- soit de manière forfaitaire si le livrable n'est pas quantifiable ou divisible.

E.11) Documents à produire pendant l'exécution du marché*

**hors livrables liés à l'exécution du marché, renseignés dans le descriptif technique*

E.11-1 Liste des personnels et des véhicules

Pour accéder au site, le titulaire communique la liste :

- ◆ Des personnels intervenant sur site ainsi que leur carte d'identité ou leur passeport ou leur titre de séjour ;
- ◆ Des véhicules accédant au site et la copie des cartes grises.

E.11-2 Déclaration d'assurance

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations, y compris en cas de sous-traitance.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents du pouvoir adjudicateur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers.

Par la suite, et pendant toute la durée du marché, le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité, sans interruption. Il dépose les attestations de renouvellement de son assurance sur le site :

www.e-attestations.fr

et ce, jusqu'à l'expiration du contrat en cours. À défaut, l'administration pourra résilier le lot concerné aux torts et aux frais du titulaire, sans indemnité.

Le titulaire s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance.

E.11-3 Déclaration de paiement des impôts et des cotisations sociales

Pendant toute la durée du marché, les titulaires doivent transmettre tous les 6 (six) mois :

- les attestations de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales ;
- les attestations et certificats de paiement délivrés par les administrations fiscales et sociales.

Il dépose les attestations sur le site :

www.e-attestations.fr

et ce, jusqu'à l'expiration du contrat en cours.

Pour toute demande de création d'un compte sur www.e-attestation.fr, le titulaire écrit à support@e-attestations.fr

Les sous-traitants éventuels doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

E.12) Exécution aux risques et aux frais du titulaire

En cas de défaillance du titulaire¹, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations à ses frais et risques par une entreprise tierce.

La mise en œuvre de cette stipulation est obligatoirement précédée de l'envoi au titulaire d'une **lettre de mise en demeure en recommandé avec accusé de réception**. En l'absence de réponse de sa part dans un délai de 15 (quinze) JOURS calendaires, ou si les manquements relevés persistent dans le même intervalle, le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire usage de cette stipulation.

L'exécution aux risques et aux frais peut avoir lieu en cas d'inexécution (sans résiliation) ou être décidée en plus de la résiliation aux torts du titulaire.

E.13) Traitement des données à caractère personnel

Le présent marché comporte un ou des traitement(s) de données à caractère personnel.

E.14 - 1 Préambule – précisions terminologiques

Le responsable de traitement au sens du règlement général sur la protection des données (RGPD) est le représentant du pouvoir adjudicateur du présent marché et les sous-traitants sont les titulaires des lots de l'accord-cadre.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel².

E.14 - 2 Description du traitement de données à caractères personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du RPA, pour la durée du présent marché, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations. La transmission de ces données a pour unique finalité la facilitation de l'exécution du présent contrat et n'autorise en aucun cas un retraitement ou une diffusion en dehors des services concernés.

¹art. 34 du CCAG MOE

²Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

E.14 - 3 Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant, il informe préalablement et par écrit le représentant du pouvoir adjudicateur et soumet le futur sous-traitant à son approbation³.

E.14) Propriété intellectuelle

L'article 24 du CCAG MOE s'applique au présent marché.

E.15) Litiges et contentieux

Le présent marché est régi par le droit français.

E.15 – 1 Règlement amiable des litiges

Préalablement à tout contentieux, les parties sont tenues de saisir le Comité Consultatif Inter-Régional de Règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics de Bordeaux (CCIRA).

DIRECCTE de Nouvelle Aquitaine
Pôle C, 118 Cours du Maréchal Juin
TSA 10001
33075 BORDEAUX CEDEX
Mail : na.polec@direccte.gouv.fr

E.15 – 2 Juridiction compétente

En cas de contentieux né de l'attribution ou de l'exécution du marché, le juge du tribunal administratif de Bordeaux, territorialement compétent, est saisi du litige juridictionnel.

Tribunal administratif
9 rue Tastet
33063 Bordeaux Cedex
tél. : 05-56-99-38-00
[Mail : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr](mailto:greffe.ta-bordeaux@juradm.fr)

E.16) Dérogations au cahier des clauses administratives générales

Nature de la dérogation	Marché simplifié	CCAG MOE
Variation de prix	Article E.4	Article 10.1.1
Rémunération du maître d'œuvre	Article E.5	Article 13
Pénalités et réfaction	Article E.10	Article 16.2.1

F. CLAUSES TECHNIQUES ET FINANCIÈRES

Voir annexes listées au chapitre G.

³formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

G. LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Descriptif technique spécifique au lot n°1 de la présente mission

Annexe 2 : Cadre spécifique au lot n°1 de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire du candidat (DPGF) dans le cadre du jugement de son offre

Annexe 3 : Cadre spécifique au lot n°1 de tableau de répartition des honoraires du candidat (afin d'expliquer les montants affichés dans la DPGF)

Annexe 4 : Cadre spécifique au lot n°1 de Mémoire technique présentant les moyens humains et la méthodologie de travail du candidat pour l'exécution de sa mission dans le cadre du jugement de son offre

ATTRI2 le cas échéant

Formulaire du candidat établi à l'étranger

Documents et attestations à remettre tous les 6 mois par le titulaire établi à l'étranger

**NB : Ces éléments sont susceptibles d'être communiqués après remise de l'engagement de confidentialité.*

H. SIGNATURE DU MARCHÉ PAR L'ENTREPRISE

Après avoir pris connaissance des conditions administratives et des exigences techniques, j'accepte sans réserve les clauses énoncées ci-avant, contenues dans les documents originaux conservés par l'administration (seuls faisant foi) et m'engage, sur la base de mon offre à exécuter les prestations demandées et à livrer les fournitures demandées aux prix indiqués dans l'annexe financière (DPGF) et dans le délai indiqué et dans le délai indiqué ci après :

Si l'offre est signée au moment de l'attribution, l'attributaire s'engage à ce que l'offre signée soit conforme à celle remise :

- ☐ (sur la plateforme au moment de la remise initiale de l'offre
- ☐ (sur la plateforme après négociation
- ☐ (après mise au point en accord avec l'acheteur

Nom, prénom et qualité du signataire(*) et des membres si groupement d'entreprises (**)	Lieu et date de signature	Signatures

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

(**) En cas de groupement, le mandataire est solidaire.

- ☐ (Une partie des prestation(s) sera sous-traitée: (à renseigner par l'entreprise) - voir article B2.

I. DÉCISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Les capacités attestées sur l'honneur et la vérification des obligations sociales et fiscales du candidat sont vérifiées par le pouvoir adjudicateur avant notification au lauréat.

J. ☒ Si allotissement, l'offre du candidat est acceptée pour le lot :

☐ Offre de base

☐ PSE

Pour un montant total de€ HT

Pour un montant total de€ TTC

☐ En cas de marché tranches, répartition des montants par tranche : :

Pour un montant TF total de€ HT

Pour un montant TF total de€ TTC

Pour un montant TO1 total de€ HT

Pour un montant TO1 total de€ TTC

Pour un montant total TO2 de€ HT

Pour un montant total TO2 de€ TTC

à, le

Signature du directeur de l'immobilier

K. NOTIFICATION DU MARCHÉ AU TITULAIRE

■ Notification dématérialisée via PLACE :

- date :

- heure :

* Pour les titulaires étrangers

■ En cas d'envoi en lettre recommandée avec avis de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché)

FORMULAIRE DU CANDIDAT ÉTABLI À L'ÉTRANGER

Annexe ou tout document équivalent (ou formulaires DC1 et DC2) à joindre dans le dossier d'offre pour les candidats étrangers. Le candidat, auquel il est envisagé d'attribuer le marché, qui est établi ou domicilié dans un État étranger (membre ou non de l'Union européenne) et qui intervient en France, fournit à l'acheteur les informations suivantes ou équivalent (exemple, NOTI 1) :

IDENTITE

Raison sociale :

Forme juridique :

Dirigeant principal :

Adresse :

En cas d'assujettissement à la TVA : Numéro TVA intracommunautaire attribué par la direction des finances publiques en application de l'article 286 ter du code général des impôts :

CONFORMITE

- ☐ Je certifie être à jour de mes obligations sociales (déclarations et paiements)
- ☐ Je certifie être à jour de mes obligations fiscales
- ☐ Je certifie avoir contracté les assurances permettant de garantir ma responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations

CAPACITES FINANCIERES ET EFFECTIFS

« Saisir ses effectifs, ses chiffres d'affaires globaux, dont le pourcentage significatif pour cette consultation sur les trois derniers exercices, si la situation juridique le permet (le formulaire est adapté pour que les sociétés récentes, n'aient pas à renseigner tous les exercices). »

« Chiffre d'affaires global (si la situation juridique le permet) :

- Exercice n :
- Exercice n-1 :
- Exercice n-2 :

Pourcentage significatif pour ce marché (si la situation juridique le permet:

- Exercice n :
- Exercice n-1 :
- Exercice n-2 :

Tranche d'effectifs (si la situation juridique le permet) :

Le formulaire est adapté pour que les sociétés créées depuis moins de trois ans n'aient pas à renseigner les trois dernières années. En cas de modifications en cours, des demandes de compléments pourront être faites par l'acheteur.

- ☐ Je déclare sur l'honneur ne pas entrer dans un des cas interdisant de soumissionner, prévus aux articles L.2341-1 et s. du CCP,
- ☐ Je déclare posséder le pouvoir d'engager la société, soit en tant que dirigeant, soit comme délégué du dirigeant : Nom :
- ☐ Les documents attestant de son identité ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France, les documents attestant la régularité de sa situation sociale au regard du règlement CE n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale (article D 8222-7-1°-b du code du travail), attestant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites, l'immatriculation à un registre professionnel dans le pays d'établissement ou de domiciliation est obligatoire (article D 8222-7-2° du code du travail) ne seront demandés qu'au candidat retenu.

Nom, prénom et qualité du signataire

Lieu et date de signature

DOCUMENTS ET ATTESTATIONS À REMETTRE TOUS LES 6 MOIS PAR LE TITULAIRE ÉTABLI À L'ÉTRANGER

Le titulaire du marché qui est établi ou domicilié dans un État étranger (membre ou non de l'Union européenne) et qui intervient en France, fournit à l'acheteur tous les 6 mois les documents suivants :

1) Dans tous les cas :

- ◆ Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
- ◆ Un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale.

2) Lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :

- ◆ Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
- ◆ Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;
- ◆ Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.
- ◆ Conformément à l'article D. 8222-8 du code du travail, ces documents et attestations sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en langue française.